

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE
PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION
Élections Législatives des 4 et 11 mars 1973

Jean ROYER

Maire de Tours - Conseiller Général de Tours - Ouest

Candidat sans parti politique

SUPPLÉANT : **Jean CHASSAGNE**

Chef de Bureau à la S.N.C.F. - 1er Adjoint au Maire de Tours
Conseiller Général de Tours - Sud

Tourangelles, Tourangeaux,

Les élections législatives vont constituer une importante occasion de consolider et d'améliorer l'œuvre de la République. Plus que jamais, le peuple doit choisir des hommes **libres, agissants, résolus,** aptes à bien servir leur région et l'intérêt supérieur de la France.

Je me présente à nouveau sans parti politique

Conformément à ce que j'ai promis depuis quinze ans, je n'ai adhéré à aucun parti, ni aucun groupe de l'Assemblée ; **j'ai toujours refusé toute investiture. Je reste et veux rester un homme libre.**

C'est ainsi que depuis 1968 :

— J'ai assisté et participé régulièrement à tous les débats législatifs importants et à l'ensemble des délibérations budgétaires de l'Assemblée.

— Je suis intervenu une trentaine de fois à la tribune sur les problèmes les plus divers ; j'ai posé une question d'actualité, deux questions orales avec débat et quelque trente-cinq questions écrites au gouvernement.

— J'ai accompli de nombreuses démarches favorables à Tours, à la Touraine, auprès de nombreux ministres (à titre d'exemple, j'ai pu obtenir, dans le cadre du budget national de 1973, l'inscription d'une subvention de 3 milliards 200 millions d'AF pour la construction du Centre Hospitalier Universitaire de Tours - Chambray - Saint-Avertin).

Par mes votes :

J'AI APPROUVE ET SOUTENU le gouvernement et le Président de la République :

- En votant deux fois **la confiance.**
- En approuvant l'ensemble **des budgets.**
- En appuyant l'ensemble de **la politique sociale** (économie contractuelle, mensualisation, aides multiformes aux familles, aux handicapés, aux travailleurs âgés, etc...).
- En apportant une **réponse positive** au référendum d'avril 1972 sur **l'élargissement du Marché Commun.**

J'AI SUGGERE au gouvernement :

- Une accélération de **l'aménagement intégré du Bassin de la Loire** (barrages de protection contre les crues, ponts, voies de communication).
- **La redistribution de l'impôt** entre l'Etat, les communes, les villes et les départements, au bénéfice des collectivités locales.
- **La combinaison de l'orientation et de la sélection** avant l'entrée à l'Université.
- Une politique accélérée de **rénovation des centres de ville.**
- Une lutte ferme et étendue contre la **violence, la drogue et la pornographie.**

J'AI CRITIQUE D'UNE MANIERE CONSTRUCTIVE :

- L'insuffisance de **l'aide aux travailleurs indépendants** (commerçants et artisans), des centres de ville soumis à la rénovation.
- L'insuffisance des moyens financiers mis au service de la **restauration de l'habitat ancien** et des propriétaires modestes.
- L'insuffisante progression de la politique du logement social.

Lors des débats budgétaires pour 1973, en ma qualité de rapporteur pour avis du budget de la construction, **j'ai encore efficacement contribué à faire financer par l'Etat 16 000 logements sociaux supplémentaires.**

- J'ai pu faire amender la loi sur les fusions de communes.

JE ME SUIS OPPOSE :

- **Au vote du VIe Plan d'équipement,** insuffisamment financé, et dont l'exécution entrainera de lourdes charges pour les collectivités dans le cadre actuel de leur fiscalité.
- **A l'organisation de 21 régions administratives** qui ne constitue en rien une véritable politique de décentralisation.
- **A une extension** de la troisième génération **de la force de frappe** qui ne modifierait en rien « l'équilibre de la terreur » dans le monde.
- **A l'indemnisation insuffisante des rapatriés.**
- **A l'organisation** actuelle de la **sélection en faculté de médecine.**

Dans l'ensemble, j'ai librement soutenu les institutions, une large part de leur activité réformatrice au plan économique et social, leur volonté politique de promouvoir l'édification de l'Europe occidentale.

En revanche, je n'ai jamais hésité à dénoncer devant le gouvernement les lacunes ou les erreurs de sa gestion administrative trop lourde ou trop lente, l'insuffisante rigueur de sa politique des prix et de son plan d'équipement, son manque d'autorité vis-à-vis de désordres matériels et moraux de la vie urbaine, en l'incitant toujours, sans démagogie mais sans faiblesse, à appliquer des solutions plus fermes et plus justes.

Quel est aujourd'hui **L'ENJEU POLITIQUE ?**

En présentant aux Français son programme commun, l'Union de la Gauche propose à la fois :

——> une coalition artificielle ;

——> un plan irréaliste et irréalisable.

■ UNE COALITION ARTIFICIELLE

Depuis le Congrès de Tours en 1920, Communistes et Socialistes se sont séparés **pour des raisons fondamentales de doctrine politique.**

——> Les Communistes veulent supprimer la propriété terrienne, artisanale, commerciale au profit de la propriété collective des moyens de production.

——> Ils veulent supprimer la **LIBERTE** du choix du travail, la **LIBERTE** d'expression, la **LIBERTE scolaire.**

——> Ils veulent fonder leur **régime totalitaire** en cumulant entre les mains des dirigeants d'un parti unique les pouvoirs économique, financier, culturel et policier.

——> La Gauche française, celle qu'ont inspirée Gambetta, Herriot, Jaurès, Briand, Léon Blum, ne peut accepter une telle doctrine **sans renier un idéal de liberté, de justice et de fraternité.** Il est donc impossible d'admettre que MM. Mitterrand, Defferre, Mollet, Fabre et Marchais puissent gouverner ensemble. En fait, cette coalition, à l'encontre de **l'idéal des militants ouvriers ou intellectuels qui l'appuient,** traduit **une double manœuvre** des chefs de l'Union de la Gauche :

- Chacun des deux partis qui se méfie profondément de l'autre essaie, par une éphémère coalition, de dominer l'ensemble de la Gauche.
- Les deux partis s'associent pour renverser le régime qu'ils ont déjà violemment condamné depuis sa fondation.

Cependant, ils seraient dans l'incapacité de gouverner sérieusement la France en appliquant leur programme commun.

■ UN PLAN IRREALISTE ET IRREALISABLE

1) Parce que le coût de toutes les mesures que comporte le programme commun est tel (10 000 milliards d'AF, soit la moitié du budget annuel de la France), que malgré l'intention déclarée d'en étaler l'application dans le temps, il provoquerait :

- **une inflation de plus de 20 % et une fuite rapide des capitaux ;**
- **une dévaluation profonde et l'effondrement de la monnaie.**

2) Parce que nationaliser l'économie, c'est **faire disparaitre les travailleurs indépendants, les petites et moyennes entreprises, l'exploitation agricole familiale.** C'est la suppression de toute liberté d'entreprendre et de posséder : **c'est la liquidation des classes moyennes françaises,** élément d'équilibre essentiel de notre pays.

3) Parce que l'autogestion prônée par les Socialistes est combattue par les Communistes et la C.G.T. qui soutiennent la planification autoritaire ; que la présence de la France au sein de la Communauté et de l'Alliance atlantique est dénoncée par les Communistes, mais acceptée par les Socialistes ; **que l'action gouvernementale de la Gauche serait placée sous la contrainte permanente des manifestations massives et des grèves partielles ou générales organisées par les Communistes comme en 1937, 1947, 1968 !**

Ouvriers, employés, cadres, intellectuels, étudiants qui voulez le progrès humain et social, vous êtes trompés par les dirigeants socialo-communistes ! Envisagée à travers l'exécution de ce plan d'appauvrissement et de désordre, votre lutte se retournerait finalement contre votre idéal et deviendrait stérile !

Or, vous pouvez contribuer à améliorer le fonctionnement du régime politique, à faire progresser les conditions de travail, le niveau et la qualité de la vie de nos populations urbaines et rurales, à développer les responsabilités et les moyens des élus

Sciences Po / fonds CEVIPOF

locaux, véritable pépinière du RENOUVELLEMENT DU PERSONNEL POLITIQUE EN FRANCE.

EN EFFET, LE REGIME ACTUEL, QUI EST EN DANGER, DOIT SE REORGANISER EN AGISSANT A TROIS NIVEAUX :

——> EVOLUER VERS UN REGIME PRESIDENTIEL REEL comportant :

— un président qui gouverne directement et soit responsable devant le peuple ; il sera élu pour cinq ans ;
— un Parlement indépendant de l'exécutif qui élabore les lois, vote les budgets et surtout contrôle directement les administrations ;
— une Cour Suprême dotée du pouvoir de consulter le peuple par référendum en cas de crise.

——> DECENTRALISER vraiment AU NIVEAU DES COMMUNES, DES VILLES ET DES DEPARTEMENTS les décisions d'équipement, d'aménagement, de financement qui conditionnent L'ORGANISATION DE LA VIE COLLECTIVE.

——> Poursuivre avec vigueur UNE POLITIQUE D'ORDRE PUBLIC, DE SOLIDARITE SOCIALE ET D'EQUILIBRE MORAL qui soit une VERITABLE SYNTHESE des préoccupations de TOUS LES FRANÇAIS, notamment des plus faibles et des plus défavorisés.

Je me présente donc à nouveau pour agir

1 - Dans le domaine de la politique intérieure

A l'échelon local et régional : L'urbanisation doit se poursuivre en raison des besoins de la population. Doivent être financés, réalisés ou lancés dans les cinq ans :

——> L'implantation d'usines dans la seconde zone industrielle de Saint-Symphorien, celles de Saint-Pierre-des-Corps, de Saint-Avertin et la création de services au Champ-Girault.

——> L'étude d'un nouveau pont sur la Loire, en aval du pont Napoléon et d'un pont sur le Cher, à l'emplacement de l'ancien pont de la Vendée.

Une autoroute de liaison Nantes-Orléans doit être prévue avec la réalisation, importante pour notre région, du tronçon Angers-Tours.

L'aménagement des barrages sur la Haute-Loire (Villerest) et sur le Haut-Cher (Chambonchard) doit être accéléré afin d'écarter les risques d'inondation du Val de Loire.

A l'échelon national :

■ UN DEVELOPPEMENT CONTINU MAIS CONTROLÉ DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.

— Par une vigoureuse impulsion en faveur des **réseaux téléphoniques** interurbains, en faveur des **autoroutes, des grands ponts** et des **rocades, des transports collectifs**, en fondant des sociétés d'économie mixte susceptibles d'emprunter sur le marché à des taux raisonnables.

— Par des **investissements publics et privés à long terme.**

— Par la **croissance méthodique de la construction et des travaux publics** qui entrainera largement les autres activités productives.

— **Par le maintien ou le rétablissement de la concurrence entre les grandes sociétés industrielles (loi anti-trust ou anti-cartel) et le développement des petites et moyennes entreprises** (amélioration de la politique de conseil, de sous-traitance ou de crédit).

— Par l'accroissement de la qualité et des débouchés de nos productions agricoles, notamment de l'élevage.

■ UN AFFERMISSEMENT DU PROGRES SOCIAL ET MORAL.

a) Par l'établissement d'UN PLAN D'EQUIPEMENT plus contraignant et **MIEUX FINANCE en ce qui concerne les équipements collectifs de base, au moyen de lois-programme pluriannuelles votées globalement par le Parlement** (elles ont déjà fait leur preuve dans les domaines militaire et sportif).

● **Effort** massif et continu de **construction ou de rénovation de logements : 225 000** H.L.M. locatives ; 100 000 H.L.M. **en accession à la propriété** : 175 000 logements financés par le Crédit Foncier et primés par l'Etat ; 200 000 logements à rénover ou à restaurer chaque année dans les quartiers anciens.

● Effort accru de **rénovation et de construction des hôpitaux.**

● Effort accentué de **création d'écoles municipales et nationales de sport** (pépinières d'un **Corps national de moniteurs de sports** destinés à encadrer les clubs et les écoles municipales) ; création et extension de **jardins, parcs et forêts en site urbain ou péri-urbain.**

b) PAR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET UNE EDUCATION PLUS EFFICACES.

— Créer des **centres d'apprentissage** pour les jeunes de 12 à 14 ans et des **facultés techniques** ;

— Préparer aux études universitaires par un **CYCLE SPECIAL ORGANISE DANS LES LYCEES** afin d'éviter la pire des sélections à la sortie de l'Enseignement supérieur (par le chômage ou le déclassement de la profession par rapport au diplôme) ;

— Réviser la **FORMATION DES MAITRES** et refondre complètement et clairement les **ECOLES NORMALES** qui doivent devenir de véritables **instituts de formation pédagogique et professionnelle** ;

— **Renforcer l'autorité des familles, accroître l'aide financière par allocations qui leur est fournie, FAVORISER PARTOUT LE TRAVAIL FEMININ A MI-TEMPS et créer près des usines et des bureaux de véritables jardins d'enfants** ;

— Lutter encore et toujours par l'éducation et la protection contre la violence, la drogue, la délinquance, la pornographie, le terrorisme.

c) PAR UNE REPARTITION PLUS JUSTE DES RESPONSABILITES ET DES REVENUS.

— Faire progresser **la mensualisation, les bas salaires** et veiller à ce que l'expansion économique ne provoque pas d'injustes différences entre les catégories ;

— Faire **participer** progressivement, comme c'est déjà le cas dans les entreprises de plus en plus nombreuses, les **cadres** et les **salariés** à la marche de l'entreprise, à l'évolution du chiffre d'affaires, à la répartition des bénéfices dans la mesure où cette participation correspond à une volonté commune et réelle de développer l'entreprise, de respecter et d'encourager sa direction ;

— **Diminuer progressivement l'âge de la retraite** et le nombre des cumuls ;

— **Organiser le travail par unités plus restreintes,** aux horaires mieux aménagés, où puisse s'affirmer davantage la **responsabilité** des travailleurs et des cadres.

d) PAR LE SOUTIEN GENEREUX APPORTE AUX PLUS FAIBLES.

— Aider les vieillards :

● Refonte des retraites et **rapprochement progressif entre la pension de vieillesse et le montant du S.M.I.C.**

● Multiplication des foyers.

● **Respect des engagements envers les Anciens Combattants.**

— Aider efficacement **les handicapés** par la création d'ateliers spécialisés et protégés et des établissements de soins et de rééducation.

e) PAR UNE POLITIQUE DE RECONCILIATION ET D'UNITE NATIONALE.

Plus de dix ans après le dénouement douloureux du drame algérien, il faut aboutir à une **véritable indemnisation des rapatriés,** gage de leur intégration définitive à la vie du pays...

■ UNE POLITIQUE D'EQUILIBRE FINANCIER.

— Par la **redistribution de l'impôt** collecté entre l'Etat et les collectivités locales, favorable à l'équipement des communes et des villes ;

— Par une stricte politique de **contrôle budgétaire des crédits de fonctionnement** ;

— Par le **blocage des crédits** destinés à l'Espace, aux Etats étrangers (tout en soutenant les populations sous-développées par des envois de nourriture, de petit matériel et équipement), aux subventions économiques, à la troisième génération de la force de frappe ;

— Par la **lutte contre toutes les formes** de gaspillage ou de **spéculation,** notamment la spéculation sur les terrains, grâce à la formation de réserves foncières communales, financées à moyen et long terme.

2 - Dans le domaine de la politique extérieure

La France doit pratiquer une politique d'équilibre entre les trois empires qui se partagent pratiquement la puissance mondiale : les Etats-Unis, la Russie soviétique, la Chine.

——> **Par l'indépendance dans l'élaboration de notre diplomatie** et la mise en place de nos forces armées conventionnelles et nucléaires.

——> **Par l'organisation progressive de l'Europe,** c'est-à-dire : extension du marché financier, recherche de parités monétaires stables et, plus tard, d'une monnaie commune, politique commune des impôts et des transports, apprentissage accéléré des langues, extension des échanges entre les cités.

——> **Par le maintien de nos bons rapports avec les Etats-Unis :**

● L'Amérique admettant et soutenant les efforts de réorganisation de l'Europe, éprise d'indépendance envers les blocs.

● La France, comme l'Europe de l'Ouest, restant dans l'Alliance atlantique afin d'équilibrer la pesée de la puissance soviétique sur l'Europe centrale et orientale.

——> **Par l'expression concrète de la vocation humanitaire de la France qui pourrait proposer au Moyen-Orient :**

● Une **garantie** écrite de l'intégrité d'Israël par les Etats arabes et l'établissement de frontières conséquentes.

● **La construction d'un nouvel état de Palestine,** véritable fruit de la coopération directe, sur le terrain, d'Israël, des Arabes, des **Européens.** Cet état serait créé sur une partie du territoire du Sinaï, entre l'Egypte et Israël, avec accès à la Mer Rouge et à la Méditerranée. **Il permettrait de rendre une patrie à un peuple** et de **sauvegarder pour longtemps les frontières d'un Etat israélien étendu et solide.**

L'EQUILIBRE et la **CONSTRUCTION** sont les vrais facteurs de la **PAIX.**

TOUTE LA NATION, DONT LES CLASSES ET LES CATEGORIES DOIVENT ETRE RAPPROCHEES, DOIT TRAVAILLER DANS L'ORDRE ET LA JUSTICE, AVEC LA VOLONTE DE RESPECTER LES HOMMES, DE LES ACCUEILLIR, D'AIDER NOTAMMENT LES PLUS MODESTES ET LES PLUS FAIBLES.

POUR MA PART, EN DEPIT DE LOURDES CHARGES ET DE RUDES DIFFICULTES, JE CONSACRE REELLEMENT ET RESOLUMENT TOUS MES EFFORTS A L'ACCOMPLISSEMENT D'UN TEL IDEAL.

TOURANGELLES, TOURANGEAUX, JE VOUS DEMANDE A NOUVEAU DE M'APPUYER DE VOTRE CONFIANCE EN ME JUGEANT SELON MES ACTES.

VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

IMP S A T R TOURS

Sciences Po / fonds CEVIPOF